

Qu'ils retournent en Afrique...

Chacun sait que l'histoire ne se répète pas mais qu'elle se contente de bégayer. Il ne faut pourtant pas oublier que le plus souvent elle poursuit son chemin aussi sûrement qu'un fleuve coule de sa source jusqu'à la mer. Comme la Seine, elle peut être paisible. A l'image de la Loire, son cours est parfois instable.

L'épisode que vient de vivre l'Assemblée nationale concernant le sort de bateaux d'émigrés en constitue la preuve flagrante si l'on se réfère à d'autres propos tenus soixante en plus tôt, à l'occasion du rapatriement d'un million de Français d'Algérie et d'une centaine de milliers de supplétifs musulmans.

« *Que les Pieds-Noirs aillent se réadapter ailleurs* » Gaston Defferre, le 22 juillet 1962. Cette aimable injonction d'un honorable parlementaire et ministre, n'avait suscité aucune indignation au sein de la classe politique française. De même pour ce qu'on appellerait aujourd'hui un odieux amalgame, la déclaration faite par Roger Frey, ministre de l'Intérieur affirmant que « *Huit sur dix des actes de banditisme en France sont dus aux Pieds-Noirs* ».

Pour sa part, la prétendue opposition de l'époque n'y était pas allée de main morte. Ainsi dans « l'Humanité », l'organe du P.C.F, pouvait-on lire le 5 juin 1962 « *Ce sont les responsables de leur malheur qui ne leur montrent pas la vraie solution : participer à la construction de l'Algérie nouvelle.* »

Sans surprise le patron de Presse gaulliste Roger Parment ne suggérait rien d'autre lorsqu'il écrivait le 13 mai 1962 dans « Liberté Dimanche : « *Voilà qu'aujourd'hui, alors qu'on leur propose, en fait, en devenant Algériens à part entière, une intégration à rebours, ils la rejettent, la foulent aux pieds, se rallient à de mauvais bergers.* »

Pour faire plus simple : « Qu'ils restent ou retournent chez eux et bon débarras ! »

Imaginons aujourd'hui ces mêmes quotidiens invitant les immigrés à rester chez eux pour participer à la reconstruction de leurs pays dévastés par l'incompétence, l'incurie et l'esprit de lucre de leurs gouvernants. Ouille ! ouille ! Ouille !

La presse « non engagée », toujours aussi prudente, ne pouvait que se laisser porter par les courants dominants. Les plus représentatifs d'une démarche hypocrite étant bien évidemment les chroniqueurs démocrates chrétiens

« *...Il faudra montrer avec les Pieds-Noirs autant de patience que de fermeté, tout en évitant de laisser notre jeunesse se contaminer au contact des garçons qui ont pris l'habitude de la violence poussée parfois jusqu'au meurtre.* » Pierre Limagne, La Croix, 24 février 1962

« *Charité... Quand on prononce ou écrit ce mot, on pense inéluctablement à tous les manquements contre cette loi fondamentale commis en Algérie. Cet exode n'est qu'un maillon d'une longue chaîne faite d'injustices, d'exactions, de meurtres, de mauvaises actions. Le mal engendre le mal.* L. Speech « Le Nouveau Rhin Français » 23 mai 1962

En bons citoyens nous devons toutefois rendre à César ce qui lui appartient et par conséquent au président de la République de l'époque, Charles le Débonnaire, cette

édifiante remarque sur les Pieds-Noirs : « *ce ne sont pas des Français. Ils ne raisonnent pas comme nous. Ce sont des gens d'un dominion, d'un Canada. Ils ne vivent pas avec nous.* » Et que vive le Québec libre !

Soyons honnête les Français d'Algérie ne bénéficiaient de sa part d'aucun monopole dans ce domaine. Ainsi avait-il confié à Pierre Messmer : « *Je ne tolérerai pas ce nœud de juifs dans mon gouvernement.* » ... A Léon Delbecque : « *Vous nous voyez mélangés avec des Musulmans ? Ce sont des gens différents de nous. Vous nous voyez mariant nos filles avec des Arabes.* »... Ou encore à Raymond Dronne qui plaidait la cause de l'intégration : « *Vous voulez être bougnoulisé ?* »

Alors, faut-il pour autant apostropher les Français d'un tonitruant : « *Raciste un jour, raciste toujours !* » Ce retour vers un passé encore récent pourrait peut-être permettre à la Ligue des droits de l'Homme d'approfondir le sujet avant de délivrer une réponse « définitive » à cette délicate question.

Jean-Pierre Brun